(Declaration attribué à
J-M Bédard ? Fin 1945 — rédacteur)

Seul le socialisme peut sauver l'humanité d'une destruction atomique dans une autre guerre mondiale -

Ouvriers, paysans et travailleurs du Canada

La deuxième guerre impérialiste a pris fin. Six années d'une boucherie et d'un massacre complet ont atteint un summum de terreur avec la découverte de la bombe atomique et son usage contre le peuple du Japon.

Le vacrame de la bataille a cessé. L'humanité doit maintenant contempler la destruction et la ruine, la souffrance et les déchirements de coeur que la guerre a causés. Les peuples de tous les pays célèbrent la fin du carnage, non pas tant avec joie comme avec le sentiement de libération ~~[illegible]~~ que c'est enfin terminé. Ils ne se sentenent pas en sécurité et ils ne le peuvent pas. Ils sentenent au-dessus de ~~[illegible]~~ leurs célébrations, comme un nuage pesant et noir, le présage de choses encore à venir. Ici au Canada, où la population civile ~~[illegible]~~ a échappé à l'agonie monstrueuse endurée durant ~~[illegible]~~ des années entières par les peuples d'Europe et d'Asie, à la joie provoquée par la fin de la guerre est ~~[illegible]~~ également imprégnée d'une ~~[illegible]~~ crainte en face de l'avenir.

Répulsion et anxiété

(Déclaration attribué à J-M Bédard ? Fin 1945 — rédacteur)

Seul le socialisme peut sauver l'humanité d'une destruction atomique dans une autre guerre mondiale -

Ouvriers, paysans et travailleurs du Canada

La deuxième guerre impérialiste a pris fin. Six années d'une boucherie et d'un massacre complet ont atteint un summum de terreur avec la découverte de la bombe atomique et son usage contre le peuple du Japon.

Le vacrame de la bataille a cessé. L'humanité doit maintenant contempler la destruction et la ruine, la souffrance et les déchirements de coeur que la guerre a causés. Les peuples de tous les pays célèbrent la fin du carnage, non pas tant avec joie comme avec le sentiement de libération ~~[illegible]~~ que c'est enfin terminé. Ils ne se sentenent pas en sécurité et ils ne le peuvent pas. Ils sentenent au-dessus de ~~[illegible]~~ leurs célébrations, comme un nuage pesant et noir, le présage de choses encore à venir. Ici au Canada, où la population civile ~~[illegible]~~ a échappé à l'agonie monstrueuse endurée durant ~~[illegible]~~ des années entières par les peuples d'Europe et d'Asie, à la joie provoquée par la fin de la guerre est ~~[illegible]~~ également imprégnée d'une ~~[illegible]~~ crainte en face de l'avenir.

Répulsion et anxiété

Le bombardement atomique des villes japonaises de Hiroshima et de Nagazaki, qui comptent une population combinée de 600,000 hommes, femmes et enfants, a créé une vague de répulsion et d'anxiété à travers le monde, particulièrement parmi les masses ~~laborieuses~~ des travailleurs qui sont les principales victimes de la guerre. Il est universellement reconnu que l'humanité a été sauvée d'une ~~annihilation~~ destruction complète au cours de la deuxième guerre mondiale seulement parce que la bombe atomique a été inventée si tard. Il y a aussi la conviction, revenant à une certitude, qu'une autre guerre mondiale va définitivement signifier la ~~condamnation~~ perte de la race humaine.

La haine de la guerre impérialiste et la crainte de ce que ~~réc~~ récele récèle ~~l~~ l'avenir, a conduit les ouvriers à des conclusions politiques révolutionnaires. Les maître impérialistes, qui sont les seuls à profiter de la guerre, font tout en leur possible pour arrêter cette tendance des ouvriers vers les solutions révolutionnaires. Ils veulent distraire les ouvriers et ~~les~~ leur faire oublier la bataille pour mettre fin au système capitaliste et établir le socialisme, lequel est le ~~seule garantie contre~~ moyen de rendre une autre guerre impossible.

EN GARDE CONTRE LES DIVISEURS

POUR L'UNITE OUVRIERE AVEC LE CONGRES

Le Congrès Canadian du Travail a prouvé qu'il représentait véritablement les intérêts des ouvriers de Québec. Par son organisation et ses luttes, le Congrès a fait augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail. Avec le Congrès les ouvriers de Québec ont réussi à sortir de leur servitude . . . la servitude des longues heures et des conditions d'esclavage qui existaient dans l'industrie de cette province plus que partout ailleurs.

Les politiciens réactionnaires et les employeurs qui réclament l'atelier ouvert aimeraient à détruire le Congrès. Ils sont prêts à prendre tous les moyens pour arriver à leurs fins. Seule l'unité des ouvriers de Québec peut faire échec à cette aggression, protéger les gains acquis et leur permettre de réaliser de nouveaux gains. Quiconque essaie de diviser les rangs du Congrès fait le jeu des exploiteurs et doit être regardé comme un ennemi de la classe ouvrière.

C'est de ce point de vue qu'on doit considérer la démission de Marquette et ses plans afin de diviser le mouvement ouvrier de la province de Québec et du Canada. Quels sont les griefs de Marquette?

LES SOI-DISANT GRIEFS DE MARQUETTE

Ses griefs ont-ils quelque chose à faire avec les salaires et les conditions de travail des ouvriers de Québec? Pas du tout.

Ses griefs ont-ils quelque chose de commun avec les droits culturels et démocratiques des membres du Congrès? Pas du tout.

Ses griefs ont-ils quelque chose qui se rapporte aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et des membres du Congrès? Pas du tout.

Ses soi-disant griefs ne sont tout simplement qu'un écran de fumée pour cacher ses buts véritables....

UN PRETEXTE MALHONNETE

Mais Marquette avait besoin d'un prétexte pour essayer de justifier son attitude. Il a eu recours aux préjugés de race. Ses accusations à l'effet que le Congrès exerce de la discrimination raciale à l'endroit de ses membres de la province de Québec sont absolument fausses, malhonnêtes et démagogiques. Quels sont les faits?

Marquette, qui était jusqu'ici le directeur régional d'organisation dans Québec, est un Canadien français.

Son successeur Jean-Marie Bédard est un Canadien français.

Tous les organisateurs qui avaient été choisis par le Congrès pour aider Marquette sont des Canadiens français.

L'organe officiel du Congrès dans la province de Québec, "Les Nouvelles Ouvrières", est un journal exclusivement rédigé en langue française.

Le Congrès a mis à la disposition de Marquette et de ses organisateurs dans Québec des sommes d'argent considérables afin d'aider à l'organisation des ouvriers de la province. Le Congrès a été d'une générosité sans exemple à l'endroit de Québec.

Les accusations de Marquette sont des mensonges et n'importe quel unioniste sincère sait que ce ne sont que des mensonges. Il n'y a pas un seul membre du Congrès qui puisse dire honnêtement que le Congrès a exercé de la discrimination raciale à son endroit.

(VOIR AU VERSO)

LES FORCES DERRIERE MARQUETTE?

Quels sont les intérêts que défend Marquette en essayant de diviser le Congrès? Certainement pas les intérêts des ouvriers de Québec et du Canada, car c'est l'unité ouvrière qui défend leurs intérêts—sans qu'il ne soit question de différences de langue, de nationalité, de couleur ou de religion.

Qui est derrière ce mouvement de Marquette? Certainement pas les ouvriers conscients dans le mouvement ouvrier.

Qui va profiter de cette division CRIMINELLE créée délibérément par Marquette? Ce sont les gros intérêts et la haute finance qui veulent détruire le mouvement ouvrier, ce sont eux qui vont profiter du mouvement de Marquette. Ils veulent empêcher les salaires des ouvriers de Québec d'augmenter au même nivau que les salaires dans les autres parties du Canada. Ils veulent tenir Québec à l'écart du reste du pays. Ils veulent une législation ouvrière spéciale pour Québec et qui assurera le maintien de leur domination dans Québec.

POUR ARRIVER A LEURS FINS LES GROS INTERETS SONT PRETS A ACHETER LES CHEFS OUVRIERS, ILS SONT A LA RECHERCHE DE TRAITRES ET DE RENEGATS.

La bannière d'une union étroite et séparée pour Québec est la bannière de l'oppression et de la misère. C'EST LA BANNIERE DES GROS INTERETS, DE LA HAUTE FINANCE . . . et de MARQUETTE.

En garde, ouvriers de Québec! En garde contre le complot que trament dans l'ombre Marquette et ses alliés occultes. On veut écraser le mouvement ouvrier dans Québec. On veut vous livrer à la merci des forces d'exploitation—car avec Marquette ce ne sera pas un congrès ouvrier, mais une série d'unions de compagnie.

En garde! Protégez votre grand mouvement ouvrier, le Congrès Canadien du Travail.

REPUDIEZ MARQUETTE, IL VOUS A TRAHIS.

Ensemble sous le drapeau du Congrès pour l'unité des ouvriers de Québec et du Canada! Ensemble pour la liberté de la classe ouvrière et le triomphe de ses droits!

LE CONGRES CANADIEN DU TRAVAIL

JEAN-MARIE BEDARD, Directeur régional d'organisation.

personnel

Mar/46

Mesdames, Messieurs,

Avec une indifférence totale à l'endroit des intérêts des travailleurs de la province de Québec qui lui avaient fait confiance, M. Paul Emile Marquette a décidé de créer une division dans le mouvement ouvrier organisé. Il est parti en guerre dans le but de détruire le Congrès Canadien du Travail, ce mouvement qui l'avait sorti de l'obscurité. Il essaie d'entraîner les ouvriers dans les voies étroites d'une union provinciale, dans un chemin sans débouché.

Nous vivons à un moment où le mouvement ouvrier du Canada a plus besoin d'unité que jamais. Des dizaines de milliers d'ouvriers ont été congédiés; il existe une surabondance de main-d'oeuvre. Cet état de choses est accueilli avec enthousiasme par les forces capitalistes, par les gros intérêts qui veulent imposer une baisse de salaires aux ouvriers afin de réaliser de plus gros profits. Ils savent, toutefois, que les unions sont le premier moyen de défense de la classe ouvrière. Aussi, ils ne demandent pas mieux que de voir le mouvement ouvrier divisé. Ils ont commencé une offensive contre la classe ouvrière et les unions. Ils réclament à grands cris la levée complète des contrôles sur les prix; ils réclament l'adoption de lois ouvrières qui saboteraient les droits démocratiques de la classe ouvrière; et ils lancent maintenant dans Québec une attaque de flanc, dont Marquette est le fer de lance, afin de diviser le mouvement ouvrier pour mieux l'écraser plus tard.

Ce qu'il y a de surprenant dans l'attitude de M. Marquette c'est qu'il modifie et remodifie continuellement les raisons qu'il a données pour justifier sa rupture avec le Congrès Canadien du Travail et la Fraternité Canadienne des Employés de Chemin de Fer et autres transports. Il est évident que M. Marquette est confus. Il l'est tellement, qu'il en est encore à chercher des raisons qui lui permettraient de réussir avec plus d'efficacité à diviser les ouvriers de la province de Québec. Des raisons qu'il a données, il ne sait pas encore laquelle est la plus efficace.

Quand M. Marquette a démissionné le 7 février, il a immédiatement convoqué les journalistes à son bureau; et il a essayé de justifier son geste en disant qu'un représentant de langue anglaise de la Fraternité avait été nommé comme organisateur à Montréal et que cela lui constituait un affront, ainsi qu'à ses congrères ouvriers de langue anglaise. Cet argument perdit le peu de valeur qu'il aurait pu contenir lorsque le public apprit que le représentant de langue anglaise en question était venu à Montréal y remplacer un autre représentant de langue anglaise qui était déjà en fonction lorsque M. Marquette entra dans la Fraternité et le Congrès Canadien du Travail. En d'autres mots, rien n'a changé dans la situation qui a prévalu au cours des dernières années.

Comme on le voit, M. Marquette essaya de justifier son attitude en lançant le cri de race, en disant que le Congrès Canadien du Travail et la Fraternité ignoraient les

droits de la langue française.

Rien n'est plus faux, plus injuste et plus malhonnête que de venir accuser le Congrès Canadien du Travail d'exercer la discrimination raciale contre les Canadiens-français. Il n'y a pas dans ce pays d'organisation plus soucieuse des droits culturels des Canadiens-français.

Marquette lui-même, qui a été à la tête du Congrès dans la province au cours des dernières années, est un Canadien-français. Tous les organisateurs nommés par le Congrès pour l'aider, payés par le Congrès pour organiser les Canadiens-français, sont des Canadiens-français. L'organe du Congrès, "Les Nouvelles Ouvrières" est un journal de langue française. Aux conventions du Congrès, les Canadiens-français parlent et discutent dans leur propre langue et il y a un traducteur officiel qui donne une version française de toutes les résolutions.

Il est entièrement faux de prétendre que le Congrès et la Fraternité aient tenté de restreindre l'usage de la langue française et personne ne le sait mieux que M. Marquette lui-même. La langue n'a jamais fait l'objet de différences entre les officiers du Congrès ou de la Fraternité. C'est M. Marquette lui-même qui a invité les officiers de la Fraternité, des gens de langue anglaise, à venir à Montréal afin de coopérer à l'organisation des employés de la Montreal Tramway. Ce furent également des officiers de langue anglaise de la Fraternité, et non M. Marquette, qui, en coopération avec le Comité de Négociations des employés de tramway composé de canadiens-français, obtinrent pour la première fois dans l'histoire des employés

de tramway la conclusion d'un contrat de travail. Ce furent ces mêmes officiers de langue anglaise qui préparèrent les mémoires et conduisirent la bataille devant les Conseils régional et national du travail, avec le résultat que les employés reçurent le boni industriel que leur avait jusque-là refusé la compagnie, aussi bien que des ajustements de salaire et des améliorations dans les conditions de travail des employés de tramway de Montréal.

Il n'y a jamais eu de discrimination raciale dans le Congrès et dans la Fraternité et M. Marquette le sait. Ce sont ces mêmes officiers du Congrès Canadien du Travail qui ont coopéré avec M. Marquette, avec ses organisateurs Canadiens-français et avec les officiers canadiens-français des unions chartrées du Congrès dans la lutte des masses de la Province de Québec pour obtenir les augmentations de salaires et des conditions meilleures. Jamais, il n'y a eu la moindre discrimination contre les ouvriers de langue française. Sachant que Québec occupe dans le Canada une position d'importance vitale, le Congrès a considéré comme l'une de ses tâches essentielles l'expansion de l'organisation dans notre province. Comme M. Marquette le sait lui-même, le Congrès a dépensé dans la province de Québec des milliers et des milliers de dollars afin d'y promouvoir l'organisation des ouvriers Canadiens-français -- plus d'argent que le Congrès n'en a reçu en taxes per capita des différentes organisations de cette province. C'était de l'argent qui échappait aux étiquettes raciales, c'était, et c'est encore, l'argent des ouvriers du Canada, ouvriers de toutes les races, ouvriers de toutes langues, ouvriers de toutes les religions.

Au moment même où M. Marquette vient proclamer à grands cris, qu'il a à coeur l'intérêt des canadien-français, il vient en même temps, avec cette inconséquence et ce manque absolu de principes qui le caractérise, leur causer un tort considérable en essayant de les diviser et de briser l'union qui leur a permis d'obtenir des avantages marqués sur le front économique.

Mais M. Marquette a failli dans son appel aux préjugés de race, car les ouvriers n'ont que faire des procédés démogogiques des politiciens de village. Il lui fallair donc trouver une autre raison pour justifier l'injustifiable, pour excuser sa trahison de la classe ouvrière du Québec et du Canada. Il a alors déclaré que le Congrès Canadien du Travail était dominé par un parti politique et qu'il n'en était en somme que l'instrument. Voyons donc les faits--ces faits qui dans leur clarté foudroyante réduisent à néant les accusations ridicules, [illegible] mensongères et [illegible] d'un Paul Emile Marquette.

En 1943, à sa convention annuelle tenue à Montréal, le Congrès Canadien du Travail reconnaissait la nécessité de l'action politique et recommandait à ses unions chartrées et affiliées de s'affilier au parti C.C.F. Cette recommandation fut adoptée par le Congrès, c'est-à-dire par la majorité des délégués selon l'usage démocratique- de la même façon que c'est la majorité qui élit un député, un conseiller municipal, etc. Ce fut du même droit démocratique que se prévalurent ceux qui votèrent contre cette résolution. Cela se passait en 1943 et ce n'est qu'en 1946, trois ans plus tard, que M. Marquette a démissionné de sa propre volonté et que délibérément il a décidé de diviser

les ouvriers de la province de Québec. M. Marquette vota contre cette proposition et depuis ce temps, jusqu'à sa démission, il ne manqua jamais une occasion de se dissocier ouvertement de la décision prise par la convention de 1943. Bien qu'il fut un employé du Congrès, payé par le Congrès, jamais on ne tenta de restreindre ses droits quant à la politique. Non seulement M. Marquette n'a-t-il pas été l'objet de quelque discrimination que ce soit à cause de son attitude, mais il n'y a pas un seul membre du Congrès dans la province de Québec qui puisse dire honnêtement que le Congrès air essayé de le forcer à prendre en politique un e position autre que la sienne.

Mieux que cela...M. Marquette, qui a crié à travers toute la province que la politique ne l'intéressant pas, n'a pas hésité cependant à inviter le maire de Montréal à différentes assemblées ouvrières. Cet homme, non seulement n'est pas un C.C.F. mais il a fait la lutte contre le C.C.F. lors des dernières élections fédérales. Alors on voir facilement que ce n'est pas tant à la politique tout court que s'oppose M. Maruqette, mais que c'est plutôt à une politique en particulier. Et pourtant, le Congrès ne lui a fait aumun reproche parce qu'il avant manifesté directement ou indirectement ses préférences politiques. Non seulement n'aët-il pas été ennuyé, à cause de son attitude, mais il a été maintenu à son poste comme directeur régional dans la province de Québec.

Les faits démontrent que les accusations de M. Marquette ne tiennent pas debout et qu'ils sont tout simplement une tentative délibérée pour soulever des préjugés.

Il fallait toutefois à M. Marquette, au milieu de sa confusion, une autre excuse pour justifier son attitude. Il a déclaré que le Congrès Canadien du Travail était contrôlé par le C.I.O. La vérité c'est qu'il n'y a eu aucun changement dans les relations entre le Congrès et le C.I.O. depuis la fondation chartrées du Congrès, qui n'ont aucune liaison avec le C.I.O., a augmenté considérablement au cours des récentes année. Au nombre des unions affiliées du Congrès, il s'en trouve, comme par exemple la Fraternité Canadienne des Employés de chemin de fer et autres transports, qui n'ont de membres qu'au Canada et d'autres qui sont constituées par les sections canadiennes des unions, qui aux Etats-Unis, sont affiliées au C.I.O. Ces unions ont une juridiction définie qui a été reconnue par le Congrès et lorsque les unions chartrées du Congrès indiquent leur intention de s'associer aux unions nationales ou internationales affiliées, le Congrès les encouragent à la faire. Aucun transfert ne s'opère sans que la majorité des ouvriers concernés N'ait décidé en faveur d'un tel changement. Le Congrès est d'avis que plus une union est grande plus elle peut assurer de protection à ses membres. Mais il n'y a jamais eu de la part du Congrès de tentative pour soumettre ses locaux de la province de Québec au contrôle des unions mentionnés comme le prétend M. Marquette.

Le Congrès Canadien du Travail n'est pas affilié au

C.I.O., mais il est affilié à la Fédération Mondiale des Unions Ouvrières qui a ses quartiers-généraux à Paris, et dont le secrétaire est un français, M. Louis Saillant.

Toutes ces affirmations de M. Marquette, à l'effet que le Congrès est dominé ou contrôlé par le C.I.O., ne sont qu'un écran de fumée derrière lequel M. Marquette essaie de cacher ses buts véritables, lui qui voudrait devenir le petit dictateur du mouvement ouvrier dans la province de Québec.

Membres du Congrès, ouvriers conscients de la province de Québec, examinez les accusations de Marquette et demandez-vous ce qu'elles peuvent bien avoir de commun avec les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Demandez-vous quels sont les intérêts que défend Marquette en essayant de diviser le Congrès. Demandez-vous qui va profiter de cette division crée délébérément par Marquette. D'ailleurs, l'immense majorité de nos membres a déjà répondu à cette question en répudiant M. Marquette et le mouvement qu'il essaie de créer. Ils savent que si M. Marquette avait des griefs à faire entendre c'est au sein du Congrès,et d'une manière démocratique, qu'il aurait dû les faire entendre.

Les seuls intérêts qui seront servis par la campagne de Marquette sont les intérêts des forces d'exploitation, qui veulent empêcher les salaires des ouvriers du Québec d'augmenter au même niveau que les salaires dans les autres parties du Canada, qui veulent tenir Québec à l'écart du reste du pays, qui veulent dans Québec une législation qui assurera la perpétuation de leur domination.

La division que peut créer P.E. Marquette ne peut que faire le jeu du capital contre le travail.

En faisant appel aux préjugés de race, Marquette sabote l'unité de la classe ouvrière; il s'attaque aux principes mêmes de l'unionisme et en définitive il essaie d'enlever aux ouvriers canadiens-français la coopération des ouvriers des autres provinces.

Mais les ouvriers ne tolèreront pas qu'un seul homme, quel qu\$il soit, vienne leur proposer de détruire ce qui leur a permis d'améliorer leurs conditions de vie. La solidarité des ouvriers du Québec sera maintenue et c'est par elle que demain la classe ouvrière de cette province marchera de l'avant vers de nouvelles [illegible] victoires; car demain s'engagera une bataille pour les salaires, une lutte pour l'amélioration des conditions de travail sur une échelle nationale. D'Halifax à Vancouver, en passant par la province de Québec, ce sera la lutte de tous les ouvriers de ce pays, livrée dans toutes les langes, par les hommes et les femmes de toutes les nationalités parce qu'ils ont tous en vue de réaliser un espoir et un idéal commun. Il ont avancé avec le Congrès et c'est avec le Congrès qu'il vaincront.

La bannière d'une union étroite et séparée pour Québec, c'est la bannière de l'opression et de la misère. C'est la bannière des gros intérêts, de la finance...et de Marquette.

Ensemble, sous le drapeau du Congrès, pour l'unité des ouvriers de Québec et du Canada; Ensemble pour la liberté de la classe ouvrière et le triomphe de ses droits. Les individus passent mais la classe ouvrière demeure! ! !

M. Marquette pris à partie

La Presse 2/11/46

Déclarations du nouveau directeur du C. C. T. — Employés manuels de Montréal.

Le local no 1 de la fraternité canadienne des employés municipaux, qui groupe les employés manuels de la ville de Montréal, a décidé par un vote unanime, au cours de sa réunion régulière tenue hier après-midi à 415 est, Ste-Catherine, de rester dans les rangs du congrès canadien du travail. Cette décision a été prise après que M. Jean-Marie Bédard, le nouveau directeur régional d'organisation du congrès dans la province, eut révélé "que M. Marquette avait démissionné du congrès afin de former une union indépendante qui ne grouperait que les ouvriers de la province de Québec et qui serait constitué au début avec les unions que M Marquette réussirait à détacher du congrès".

M. Bédard a déclaré "qu'en agissant de la sorte M. Marquette faisait le jeu des forces réactionnaires et capitalistes parce qu'il venait tenter de diviser les ouvriers de la province de Québec des autres ouvriers du Canada à un moment où l'unité des forces ouvrières est indispensable".

"Il y a déjà de la division dans le mouvement ouvrier et voici que M. Marquette nous arrive avec l'injustifiable projet de former une autre union, et chose encore plus grave, une union provinciale." Il a ajouté que M. Marquette n'entendait rien à la solidarité ouvrière, "qui n'est pas une conception provinciale, mais une conception qui embrasse tous les ouvriers, quelle que soit leur province, quelles que soient leur langue et leur nationalité".

Un appel aux préjugés

Plus loin M. Bédard a déclaré que M. Marquette avait agi "comme un démagogue lorsqu'à sa réunion de l'Assistance Publique il a fait appel aux préjugés en soulevant le cri de race".

"L'accusation de M. Marquette, dit-il, est absolument malhonnête. Le congrès canadien du travail est la dernière accusation qu'on peut accuser de pratiquer la discrimination raciale à l'endroit de ses membres. C'est une accusation qui ne tient pas debout, c'est un procédé usé et c'est de plus une injure à l'intelligence des ouvriers que de faire usage d'une telle accusation. La vérité, c'est que M. Smith n'est pas venu à Montréal pour remplacer M. Marquette, mais pour remplacer M. E. Parr, décédé il y a quelques mois. De plus, le poste avait été offert d'abord, non pas à "un individu de Toronto" comme l'a dit M. Marquette, mais à des canadiens français du nom de J.-E. Corbeil, Paul Valiquette et W. Presseault."

Parlant du C.I.O., dont les locaux au Canada sont affiliés au congrès canadien du travail, M. Bédard a dit de M. Marquette qu'il s'était attaqué au C.I.O. avec autant d'ardeur qu'un ennemi de la classe ouvrière.

M. Bédard a terminé en disant que M. Marquette nous donne l'indication qu'il se préoccupe beaucoup de son prestige personnel, "car si M. Marquette était un homme imbu des véritables principes de l'unionisme progressif, il serait resté dans le congrès et c'est dans le congrès qu'il aurait fait entendre ses soi-disant griefs."

Une union répudie M. P.-E. Marquette

Le Canada 2/12/46

M. Jacques Casgrain, organisateur provincial des United Packinghouse Workers, a répudié, au nom de son union, la "conduite néfaste de M. Marquette" et a demandé à tous les ouvriers du Congrès de se rallier au nouveau directeur régional, M. Jean-Marie Bédard.

"M. Marquette, a dit M. Casgrain, semble vouloir bâtir un mouvement ouvrier séparatiste, isolationniste et autonomiste dans le Québec, au mépris des intérêts véritables et des besoins profonds de la classe ouvrière du Québec et avec une indifférence totale pour les travailleurs canadiens, qui, sans distinction de foi, de race, de langue ou de province, doivent s'unir d'un océan à l'autre dans une lutte pour la réalisation commune d'un idéal collectif."

M. Casgrain annonce aussi qu'au cours d'une assemblée réunissant dimanche tous les locaux des United Packinghouse Workers, M. Henri Robert, de Hull, président du local 314, des Ouvriers des salaisons, a été élu président du Conseil de district des U. P. W. A. fondé au cours de cette assemblée et comprenant tous les locaux de cette union.

Mlle Huguette Plamondon a été élue secrétaire du Conseil. Les directeurs sont M. Léo St-Jean, Norman White, et Jacques Casgrain, organisateur.

Le Conseil a adopté une résolution condamnant l'attitude de M. Blair Gordon, et de la Dominion Textile et exprimant son "entière sympathie" aux Ouvriers-Unis du Textile et exhortant le ministre du Travail à faire pression sur la Dominion Textile.

Le Conseil du district a aussi adopté un grand nombre d'autres résolutions d'intérêt général pour la classe ouvrière, spécialement dans les domaines de la construction de logements à bon marché, l'adoption d'un Code national du travail et la mise en pratique du projet fédéral d'assurance-maladie.

Les délégués, entre autres comprenaient MM. Henri Robert, Léo St-Jean, Roger Pilon, Hildas Chevalier, René Léonard, Norman White, Benoit St-Pierre, Fleurette Tremblay, Simone Deschamps, Georgette Chainey, Yvonne Lepage et Fernande Viau.

M. J.-M. Bédard dénonce l'attitude de M. Marquette

Le Canada 2/12/46

Dans un appel lancé aux ouvriers, membres du Congrès canadien du Travail, M. Jean-Marie Bédard, directeur général de l'organisation — qui a remplacé à ce poste M. Paul-Emile Marquette — déclare :

"Le Congrès canadien du Travail a prouvé qu'il représentait véritablement les intérêts des ouvriers de Québec. Par son organisation et ses luttes, le Congrès a fait augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail. Avec le Congrès les ouvriers de Québec ont réussi à sortir de leur servitude... la servitude des longues heures et des conditions d'esclavage qui existaient dans l'industrie de cette province plus que partout ailleurs.

"Les politiciens réactionnaires et les employeurs qui réclament l'atelier ouvert aimeraient à détruire le Congrès. Ils sont prêts à prendre tous les moyens pour arriver à leurs fins. Seule l'unité des ouvriers de Québec peut faire échec à cette aggression, protéger les gains acquis et leur permettre de réaliser de nouveaux gains. Quiconque essaie de diviser les rangs du Congrès fait le jeu des exploiteurs et doit être regardé comme un ennemi de la classe ouvrière.

"C'est de ce point de vue qu'on doit considérer la démission de Marquette et ses plans afin de diviser le mouvement ouvrier de la province de Québec et du Canada. Quels sont les griefs de Marquette ?

(Suite 2e page, 2e col.)

●●● M. J.-M. Bédard dénonce l'attitude de...

(Suite de la page 3)

Les soi-disant griefs de Marquette

"Ses griefs ont-ils quelque chose à faire avec les salaires et les conditions de travail des ouvriers de Québec ? Pas du tout.

"Ses griefs ont-ils quelque chose de commun avec les droits culturels et démocratiques des membres du Congrès ? Pas du tout.

"Ses griefs ont-ils quelque chose qui se rapporte aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et des membres du Congrès? Pas du tout.

"Ses soi-disant griefs ne sont tout simplement qu'un écran de fumée pour cacher ses buts véritables...

Un prétexte malhonnête

"Mais Marquette avait besoin d'un prétexte pour essayer de justifier son attitude. Il a eu recours aux préjugés de race. Ses accusations à l'effet que le Congrès exerce de la discrimination raciale à l'endroit de ses membres de la province de Québec sont absolument fausses, malhonnêtes et démagogiques. Quels sont les faits?

"Marquette, qui était jusqu'ici le directeur régional d'organisation dans Québec, est un Canadien français.

"Son successeur Jean-Marie Bédard est un Canadien français.

"Tous les organisateurs qui avaient été choisis par le Congrès pour aider Marquette sont des Canadiens français.

"L'organe officiel du Congrès dans la province de Québec, "Les Nouvelles Ouvrières", est un journal exclusivement rédigé en langue française.

"Le Congrès a mis à la disposition de Marquette et de ses organisateurs dans Québec des sommes d'argent considérables afin d'aider à l'organisation des ouvriers de la province. Le Congrès a été d'une générosité sans exemple à l'endroit de Québec.

"Les accusations de Marquette sont des mensonges et n'importe quel unioniste sincère sait que ce ne sont que des mensonges. Il n'y a pas un seul membre du Congrès

Text of speech by J.-M. Bédard at C.H.L.P., April 18, 1946.

Si le Congrès Cana dien du travail est aujourd'hui dans la lutte au côté des grévistes des brasseries de Montréal, c'est parce que nous croyons à la solidarité de la classe ouvrière. Pour nous du Congrès cette solidarité ne s'arrête pas aux frontières de notre propre organisation. Nous pouvons avoir notre conception particulière de l'organisation ouvrière, mais lorsque nous sommes en face de conflits comme celui qui met les ouvriers des brasseries aux prises avec les employeurs les plus réactionnaires il n'y a pas d'hésitation possible. La lutte des grévistes des brasseries, c'est la lutte du mouvement ouvrier organisé, c'est la lutte de la classe ouvrière tout court, c'est notre lutte.

Notre participation doit être considérée comme l'indication bien définitive que le Congrès canadien du travail et ses unions proteste contre un système qui exerce des methodes de répression contre les employés des brasseries. Nous protestons contre un système qui permet aux employeurs de réduire au silence et à l'impuissance les dirigeants des unions, et de leur imposer une terreur qui ne se distingue en rien des procédés dictatoriaux avec lesquels le fascisme a graduellement anéanti les unions ouvrières d'Allemagne et d'Italie.

Nous avons mobilisé nos effectifs pour venir en aide aux grévistes des brasseries parce que leur cause est la nôtre. Ils sont à l'heure actuelle l'avant-garde des forces progressives sur le front économique dans la province de Québec. Ils battent la marche dans la campagne en faveur des objectifs fondamentaux du mouvement ouvrier. Que veulent-ils, quels sont les faits?

Comme l'immense majorité des ouvriers de la province de Québec, les employés des brasseries sont traités avec une indiscutable injustice quand on compare leur sort à celui des ouvriers de l'Ontario. Ils reçoivent des salaires qui sont de beaucoup inférieurs aux salaires payés aux ouvriers de Toronto, par exemple, pour un travail similaire. Alors qu'à Toronto les salaires des ouvriers des brasseries sont de .78 à .83 cents de l'heure, les ouvriers de Montréal, pour un travail [redacted] semblable, [redacted] reçoivent de .55 à 61 cents de l'heure. En d'autres mots, il existe une différence de plus de 20 cents de l'heure. A Toronto, les ouvriers des brasseries travaillent 40 heures par semaine; à Montréal ils en travaillent 48. A Toronto encore, les ouvriers ont deux semaines de vacances payées par année, tandis qu'à Montréal ils n'ont qu'une semaine.

Pour rémédier à cette situation injustifiable, les ouvriers des brasseries de Montréal s'organisèrent en entrant dans l'Union internationale des employés des brasseries. [redacted] Ils signèrent avec la National Breweries un contrat de travail le 17 août dernier. Le 4 septembre, dans une demande soumise au Conseil Régional du Travail de la province de Québec, ils réclamèrent une augmentation générale de 15 cents de l'heure et la réduction de la semaine de travail de 48 à 44 heures. Après cinq mois, soit le 3 janvier, le Conseil Régional accorda l'augmentation de 15 cents ainsi que la semaine de 44 heures.

Avec l'arrogance qui caractérise le capitalisme, la National Breweries protesta contre cette décision, la qualifiant "d'injuste" et de "discriminatioire". La Compagnie demanda ensuite au Conseil Régional du Travail de reconsidérer sa décision. Quelque temps plus tard, soit au cours du mois de mars, le même Conseil révoqua sa décision du 3 janvier et donna raison au trust de la bière. Les ouvriers décidèrent alors de faire la grève. Dès ce moment la compagnie eut recours à des procédés qui ne

nous surprennent pas quand on sait que nous vivons dans l'ère de l'oppression capitaliste. La Compagnie, incapable de justifier son attitude, refusa catégoriquement de discuter avec les employés, passant outre aux recommandations du ministre du Travail avec une désinvolture qui doit [redacted] démontrer une fois pour toutes à la classe ouvrière que ces compagnies exercent un contrôle [redacted] définitif sur la politique. Elle décida de recourir à la force purement et simplement. Et nous avons vu une série d'injonctions émises contre les grévistes. Au delà d'une centaine d'entre eux ont été arrêtés, privés par les tribunaux de leurs droits démocratiques les plus élémentaires.

censure

Mais la Compagnie ne s'arrêta pas là. Elle congédia des centaines d'employés et, avec la collaboration du service sélectif, avec la protection de la police provinciale et de la police municipale, elle prit les dispositions pour remplacer ses employés par des "scabs".

L'union fit ensuite des représentations au Conseil Régional du Travail. On avait bien vu le Conseil renverser sa propre décision, mais cette fois, [redacted] il décida de référer le cas des employés des brasseries à la Commission des relations ouvrières.

Vous avez là, mesdames et messieurs, résumés en quelques mots les faits saillants de la grève des brasseries. Mais ce conflit n'est pas seulement un différend entre les brasseries de Montréal et le local 301 [redacted] de l'Union internationale des employés des brasseries. Cette grève ne peut pas être considérée comme un cas isolé. Il faut la regarder dans ses relations avec la situation générale à l'heure actuelle.

Nous sommes dans une période où les gros intérêts veulent à tout prix réprimer le mouvement ouvrier organisé afin d'établir un

paragraph

précédent qui servira leurs fins dans l'avenir. Excessivement puissants, gorgés des profits qu'ils ont accumulés aux dépens même [redacted] du travail, de la sécurité et de la vie des ouvriers; disposant d'un appareil légal et politique qui en fait de véritables dictateurs déguisés sous le masque de la soi-disant libre entreprise, les trusts veulent maintenant revenir à ce qu'ils appellent la situation normale. Leurs associations, leurs porte-parole de toutes sortes, les politiciens qui ne sont que les marionettes du capital, n'ont cessé de [redacted] réclamer la disparition immédiate du contrôle sur les prix. Ils se sont réjouis à la pensée que la fermeture des usines de guerre allait créer la réserve de main-d'oeuvre avec laquelle ils pourraient forcer les ouvriers demeurés à l'ouvrage à accepter des baisses de salaires. [redacted] Leurs représentants les plus officiels,

censure [des individus comme Victor Drury, le président de la Canadian Car & Foundry] se sont empressés de déclarer que le pique-nique était terminé et que les ouvriers devraient désormais accepter des salaires inférieurs, parce que le capital n'avait pas l'intention de diminuer ses profits. Que le monde crève, ça ne [redacted] leur fait absolument rien pourvu qu'ils puissent continuer à faire des millions et des millions. Des centaines d'autres ont fait écho à ces clameurs. Nous les avons vus à l'oeuvre d'ailleurs au cours de la grève Ford et nous connaissons parfaitement leurs intentions.

De son côté, le mouvement ouvrier a préparé un programme qu'il entend poursuivre [redacted] jusqu'à son accomplissement. Au langage d'une petite poignée de ploutocrates industriels et financiers, le mouvement ouvrier oppose le langage des masses. Il fait entendre les revendications des exploités de ce pays et de cette province. Les ouvriers réclament le maintien du travail, et pour cela ils

ont mis à l'ordre du jour les augmentations [redacted] de salaires et la réduction des heures de travail. Si le Canada possède les moyens physiques et techniques d'assurer du travail à tout le monde en temps de guerre, de maintenir un niveau de vie décent, le mouvement ouvrirer exige que ces moyens soient utilisés dans l'intérêt de la collectivité. Le mouvement ouvrier n'entend pas abandonner ce qu'il a gagné dans [redacted] l'intérêt des masses canadiennes. A l'heure actuelle, les [redacted] grandes unions affiliées au Congrès Canadien du Travail, groupant les ouvriers de la forêt en Colombie Britannique, les [redacted] métallurgistes et les mineurs d'un bout à l'autre du pays, se préparent à l'action. Ralliés au programme du Congrès Canadien du Travail, des centaines de milliers d'ouvriers réclament des améliorations qui leur permettent de vivre comme des hommes et non comme des esclaves du capital. La classe ouvrière veut manger , elle veut se vêtir, elle veut se loger, elle veut se récréer, elle veut vivre! Il est intolérable à la raison qu'on essaie en 1946 non seulement de perpétuer l'exploitation qui prévaut encore, mais qu'on tente de ~~en plus d'essayer à~~ nous retourner de force dans la situation qui existait avant la guerre. Le mouvement ouvrier est plus fort aujourd'hui q ue jamais. Sa maturité s'affirme de jour en jour et il sait où il va.

Dans cette lutte générale, les puissances d'argent vont utiliser tous les moyens pour faire échec [redacted] à la [redacted] marche de la classe ouvrière. Comme on le voit, dans les circonstances que l'on connait, la grève des employés des brasseries prend une importance vitale. Elle nous a révélé les tactiques que vont utiliser les ennemis du mouvement ouvrier. Il faut que cette grève devienne [redacted] une manifestation d'unité ouvrière. Par leurs procédés, les forces

réactionnaires ont ni plus ni moins que lancé un défi à l'intelligence, à l'honnêteté, à la dignité des travailleurs. La lutte est là et il faut la livrer. Il faut que nous la gagnions. Il faut que nous démontrions que nous n'avons pas l'intention d'accepter la dictature sous quelque forme que ce soit. C'est le temps plus que jamais pour chacun de prendre ses [redacted] responsabilités.

Le Congrès Canadien du Travail a mis sur pied un comité spécial qui a pour tâche de rallier [redacted] nos membres à la défense des grévistes des brasseries. Ce comité est composé des représentants de toutes nos unions. Il a commencé son travail en tenant mardi soir dernier, à l'Assistance Publique, une assemblée qui a été un magnifique succès. Le comité verra [redacted] également , de concert avec le comité des grévistes, à exercer les pressions nécessaires et à faire entendre l'appel des employés de la National Breweries.

M'adressant à tous les membres du mouvement ouvrier organisé [redacted] dans Montréal, je leur demande d'oublier la couleur de leur bannière respective pour faire l'unité la plus complète dans cette lutte. Ce n'est pas la bataille encore une fois des employés des brasseries seulement, du Congrès ou de la Fédération Américaine du Travail, mais c'est la [redacted] lutte de la classe ouvrière. Nous devons faire en sorte que notre appui soit une réponse énergique et décisive à l'agression qu'on [redacted] veut diriger contre le mouvement ouvrier. (censure)

Les grévistes ont besoin non seulement de discours, d'articles ou de déclarations sympathiques, mais, vu la durée de cette ~~tention~~ grève, ils ont aussi besoin de notre concours ~~financier.~~ financier Ils ont des femmes et des enfants à [redacted] nourrir. Je fais donc appel aux locaux [redacted] des unions chartrées et affiliées du Congrès Canadien du Travail pour qu'ils établissent des comités de secours

aux grévistes des brasseries, ou enfin qu'ils prennent tout autre moyen qu'ils jugeront approprié pour accomplir la tâche [redacted] immédiate qui s'impose.

Nous avons démontré au cours de la grève Ford que la solidarité ouvrière n'était pas un vain mot. De tous les coins de la province de Québec les grévistes de Windsor ont reçu un appui à la fois moral et [redacted] financier. Partout on avait compris qu'au delà des questions de juridiction il existait des intérêts communs et supérieurs, et c'est imbu de [redacted] cet esprit qu'on a agi avec l'unanimité la plus complète, ce qui est à l'honneur des ouvriers conscients de la province de Québec.

Eh bien! la grève des employés des brasseries, c'est une grève aussi important que la grève Ford. C'est un autre Windsor. Ca se passe dans la province de Québec, ça se passe à Montréal, ça nous touche directement. Quand on songe aux procédés qui ont été employés jusqu'ici contre les ouvriers de la National Breweries, [redacted] on peut dire que la grève actuelle [redacted] crée une situation plus sérieuse encore que la grève de [redacted] Windsor. Les droits démocratiques de la classe ouvrière sont mis en jeu.

Il faut que tout le monde se mette à l'oeuvre et prête son concours au comité du Congrès Canadien du Travail. [redacted] Il [redacted] ne doit y avoir qu'un seul mot d'ordre: la grève doit être gagnée. Edifions l'unité de la classe ouvrière [redacted], car sans cela non seulement nous allons perdre la grève actuelle, mais nous allons nous [redacted] trouver affaiblis [redacted] lorsque viendront les épreuves futures.

Ne permettons pas qu'un capitaliste comme Norman Dawes vienne fouler aux pieds les droits sacrés de la classe ouvrière.

(Sept) 1946

ROWLEY et BEAUCAGE ARRETES!

GRANDE ASSEMBLEE

Mercredi soir le 11 septembre — à 8:15 heures

ASSISTANCE PUBLIQUE

(Lagauchetière et Berri)

ORATEURS:

MADELEINE PARENT
Directrice Canadienne Suppléante Ouviers Unis des Textiles d'Amérique

ELPHEGE BEAUDOIN
Président, Fédération Provinciale du Travail (F. A. du T.)

JEAN-MARIE BEDARD
Directeur Régional Congrès Canadian du Travail (C. I. O.)

KENT ROWLEY et **AZELUS BEAUCAGE** dirigeaient les ouvriers du Textile de Montréal et de Valleyfield à leur **VICTOIRE!**

M. Maurice Duplessis, qui manquait son coup dans ses efforts de briser la grève, ordonnait l'arrestation de ces deux chefs ouvriers, et demandait qu'ils soient détenus en prison **SANS CAUTIONNEMENT.**

Les gestes anti-ouvriers de M. Duplessis menacent tous les ouvriers, toutes les Unions de la Province!

RALLIEZ A L'ASSEMBLEE MERCREDI SOIR!

OUVRIERS UNIS DES TEXTILES D'AMERIQUE

4600 OUEST, RUE NOTRE-DAME — WEllington 2377

ROWLEY and BEAUCAGE ARRESTED!

MASS MEETING

Wednesday September 11th, — 8:15 p.m.

ASSISTANCE PUBLIQUE

(Lagauchetiere and Berri, east of St. Denis)

SPEAKERS:

MADELEINE PARENT
Acting Canadian Director, United Textile Workers of America

ELPHEGE BEAUDOIN
President, Quebec Federation of Labour (A. F. of L.)

JEAN-MARIE BEDARD
Regional Director, Canadian Congress of Labour (C.I.O.)

KENT ROWLEY and **AZELUS BEAUCAGE** led the textile workers at Valleyfield and Montreal forward to **VICTORY.**

Premier Duplessis, who had failed in his efforts to break the strike, ordered the arrest of the union leaders, and demanded they be held **WITHOUT BAIL.**

The anti-labour actions of Mr. Duplessis are a menace to every worker, every trade union in the Province!

RALLY TO THE MASS MEETING WEDNESDAY!

UNITED TEXTILE WORKERS OF AMERICA

4600 NOTRE DAME STREET WEST

WEllington 2377

The **HERALD**
NEWS - PICTURES - SPORTS - COMICS



136th YEAR, No. 45 MONTREAL, FRIDAY, DECEMBER 13, 1946 PRICE THREE CENTS

ENTRY BARRED TO PEOPLE PROTESTING DUPLESSIS 'GAG'

Story Page 3



Herald Copyright (Arless)

POLICE CLEAR CROWD—What could have happened opposite the Monument National last night as a former Crown minister addressed a mass meeting there is evident in the photo above. Some 200 marching squatters attempted to enter the premises. Police were ready and took no chances. The crowd was cleared in a matter of seconds. Observe the number of officers to the citizens seen. (Pictures and stories on pages three and back.)

Condemn Duplessis

C. G. Power, other speakers condemn Premier Duplessis action in revoking Roncarelli liquor permit and persecuting Jehovah Witnesses sect. (Story Back Page.)

Bar Vets From Meet

Two hundred members of Homeless Veterans' League barred by police from attending Montreal Civil Liberties Assoc. protest meeting at Monument National. (Story Page Three.)

PoliceCurb Angry Mob

Show of police strength outside Monument National dampens ardor of angry mob. Radio car and patrols keep three-hour vigil. (Story Page Three.)

King Shifts HisCabinet

King names Brooke Claxton Defence Minister; Paul Martin, Health and Welfare Minister and Col. Colin Gibson, State Secretary. (Story Page Nine.)

Ask Squat Chief Gagnon Be Cleared of Charges

Resolution that all charges against Henri Gagnon, Communist chief of the Homeless Veterans' League, be immediately withdrawn was unanimously adopted by some 200 persons at the L'Assistance Publique last night where the league held a mass meeting. The resolution came after several speakers, some representing trade unions, one an organizer of the CCF party in Quebec and a third secretary of the Quebec City Civil Liberties League, all sharply condemned Premier Maurice Duplessis for "his anti-trade union policies" and "persecution of minority groups" in this province.

Section of crowd at squatters' meeting.

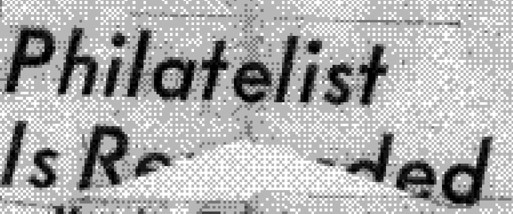
Herald Copyright (Graetz)

One speaker, Ken Perry, took strong exception to recent announcements that rent ceilings may be eased. He urged that tenants organize in groups to combat this possibility.

Speaking of Gagnon who is charged with conspiracy for his role in the squatter movement, Perry extended his "wholehearted support to the squatters and declared that "Duplessis should be charged with conspiring against the people."

Patrick Walsh, representing the Quebec City Civil Liberties League, declared that "we veterans fought in Europe to defend our liberty and we return to see the worst attack on civil liberties in the history of the province.

Gagnon's letter to J. O. Asselin, Executive Committee chairman, asking permission to move three homeless families into what he thought was a city-owned home drew a blank yesterday. Pointing out that the city does not own the house, Mr. Asselin suggested that the squatter chief get in touch with the owner.



Philatelist Is Re...ded

Maurice Boisclere, a philatelist by admission, was arraigned before Judge Edouard Tellier late yesterday on a charge of removing stamps from letters while temporarily employed as a Post Office worker.

A lover of philately, Boisclere is alleged to have removed cancelled stamps from posted mail on Dec. 12. He was released on parole and remanded for preliminary hearing Dec. 19.

World Bank to Towers?

Washington, Dec. 13 — (CP) — Executives of the World Bank yesterday were noncommittal on reports that Graham Ford Towers, governor of the Bank of Canada, would be chosen president to succeed Eugene Meyer who resigned last week.

Selection of Mr. Towers was widely advocated when the World Bank was first to set up but the final choice fell to Mr. Meyer, publisher of the Washington Post.

Now that Mr. Meyer has resigned there has been a fresh flurry of rumor and it was the opinion of many observers that if the 49-year-old Canadian could be induced to accept he would be the best choice the bank could make.

Driver ants can cross streams by forming their bodies into compact balls.



13 Glamorou... Scoff at Har...

By FRED KERNER

New York, Dec. 13 — (CP) — Go ahead. Look again! Sure, today is Friday the 13th.

Pardon me while I break a mirror and spill some salt. I'm not superstitious—not any more. And I'll tell you why. Thirteen — 13, that is — of New York's most glamorous models have told me I'm crazy.

(They're right. I'm crazy about them!)

These scrumptious lassies took me aside today and told me to give my rabbit's foot back to the rabbit. Do you superstitious folks shudder to think of it? Well, perish the thought. I have company.

Today these luscious ladies became members of the National Committee of 13 Against Superstition and Fear. At a graduation ceremony this morning before the eyes of hundreds of members in good standing, they tossed away a motley collection of four-leaf clovers, rabbit's foot bracelets and horse-shoe neckpieces.

As I gazed pop-eyed, they each embraced a black cat, walked un-

der ... las ... beau... with ... topp... ciga...

He... "in." ... Nan... that ... eyes...

Ne... beau... luck ... com... blon... from ... Moni... the d...

THEY'LL DO IT EVERY TIME

SUGARTONGUE CAN PRESENT THE MOST COMPLICATED

YUP! YUP - I GETCHA

-WHILE THE PARTY ... IS A SECOND COUSIN OF THE SECOND PA...

JURY GETS ACORN CASE TODAY

Story Page 21

NEWS • PICTURES **The HERALD** SPORTS • COMICS

PAGE 32 MONTREAL, FRIDAY, DECEMBER 13, 1946 PRICE THREE CENTS



JEAN MARIE BEDARD ADDRESSES RALLY
Former Air Minister C. G. Power seated at right



LEADING FIGURES AT MONUMENT NATIONAL
Rev. Angus Cameron, chairman, centre, and Mrs. Georges Garneau, left and Authoress Gwethalyn Graham, right



Herald Copyright (Artiss)

RIOT FIZZLES OUT—Although tension was heavy when police barred entrance to Monument National hall to members of Homeless Veterans League last night, no actual outbreak of violence occurred. Meeting was called by Montreal Civil Liberties Association and a group of McGill students in protest against the Duplessis' action in cancelling Q.L.C. licence of Roncarelli. Lower photo shows McGill students rally in the Union yesterday. (Pictures and stories on pages one and three.)

Power Scores Duplessis Act

By CLIVE CLIFT

Lines of battle in the major civil rights and constitutional dispute developing between Premier Duplessis and the electorate are clearly drawn today, following two hectic meetings here yesterday on the Witnesses of Jehovah issue, with Former Air Minister C. G. Power sounding the war cry: "If this can happen to Frank Roncarelli it can happen to you tomorrow."

Mr. Power was among a leading group of citizens of all shades of political opinion and religious belief who addressed a protest rally held in the Moument National under auspices of the Montreal Civil Liberties Association. Under fire at this meeting and one held earlier by McGill University students, were Premier Duplessis' methods of dealing with the Jehovah Witnesses, and his action in cancelling the liquor licence of Frank Roncarelli who had gone bail for hundreds of the Witnesses awaiting court hearing.

Says Democracy Violated

Former Air Minister Power, who resigned from the Ottawa Government in 1944 over the conscription issue, said that Provincial Premier Duplessis "has publicly and in the newspapers tried and condemned for no less a crime than sedition, one of the gravest in the Criminal Code, a fanatical religious sect with whose views few of us have any sympathy, but whose rights to fair trial for the crimes of which they are accused we all of us maintain, not so much for the Witnesses themselves, but on our own account as citizens of a country still presumed to be free,

Premier Duplessis, he added, had deprived Roncarelli of his livelihood "merely because in the exercise of his undoubted legal right and privilege he (Roncarelli) has run counter to the views of a poitical attorney-general."

Premier Duplessis, he declared, had resorted to "sheer abrogation of the whole democratic process by which we live." The Roncarelli incident is vital "since it evidences the trend of present day government in this country."

Mr. Power suggested that "Ottawa and Quebec, seemingly irreconcilable on any other subject, have both resorted to extraordinary measures in the protection of what they believe to be the public safety . . . both Liberal Ottawa and Constitutional Quebec have forgotten the true meaning of liberalism and constitutionalism."

At the close of the rally, the thousand persons present approved a resolution protesting the Quebec premier's action and asking that the Roncarelli liquor licence be returned to legal standing.

Pledges Labor Support

Rev. Angus Cameron, chairman, emphasized that "This is not a political meeting." Another speaker, Jean Marie Bedard, chairman of the Canadian Congress of Labor, Montreal district, said "the battle has only just started against this reactionary politician." Duplessis, he continued, has declared war against the whole labor movement.

William Archer, president of the McGill Students' Progressive-Conservative Club, read to the Monument National rally a resolution passed earlier by students in the McGill Union. The motion recognized that "the fundamental rights of freedom of speech and worship must be observed in a democratic society," and the spirit of the Premier's action "indicated these rights are not being observed."

Further attacks on Premier Duplessis' policies were made by Guy Desaulniers, Mrs. Georges Garneau, Leslie Roberts, and Roger Ouimet, K.C. Others present on the theatre platform were Campbell Carroll, Mrs. Therese Casgrain, Senator K. Hugessen, G. Papineau-Couture, K.C., Rev. Claude de Mestral, Gwethalyn Graham, Marcus Sperber, K.C., Irving P. Rexford and Paul Emile Lafontaine.

At the McGill students' rally in the Union, about 450 were present and since 500 must be present for a quorum, the motion was not adopted as official expression of the McGill Students' Society. Alec Ross, society president, observed that 1,234 students had signed the petition and therefore the presence of fewer than 500 of them to support it was "certainly a poor show."

Found in 1947 (Sept.) R.D. - "labor Day speech"

Message de M. J.-M. Bédard

labor day speech

C'est à un moment qui plus que jamais réclame de la réflexion que vont se dérouler en ce 1er septembre 1947 les manifestations traditionnelles de la Fête du travail. Les problèmes qui confrontent aujourd'hui la classe ouvrière sont des problèmes caractéristiques d'une étape décisive dans la vie du mouvement ouvrier, car ils concernent non seulement le bien-être et le progrès du mouvement ouvrier, mais son existence même. Hausse des prix, répression antidémocratique exercée par l'État contre le mouvement ouvrier, atteinte aux droits civils, préparatifs d'une troisième guerre mondiale, voilà en vérité l'atmosphère dans laquelle vont se dérouler les célébrations de la Fête du travail.

Au cours de l'année écoulée, le standard de vie des masses ouvrières a été atteint rudement. La hausse des prix a considérablement réduit le pouvoir d'achat des consommateurs, pendant qu'en même temps les profits des grandes entreprises connaisaient des proportions démesurées. L'exploitation de la classe ouvrière se poursuit avec une voracité bien caractéristique d'un régime économique qui ne répond plus aux besoins de notre époque, un régime qui agonise. Pourtant, la classse ouvrière, dans ses demandes d'augmentations de salaires, est loin de réclamer ce qu'elle pourrait exiger. Elle réclame tout simplement le maintien et l'amélioration de son niveau de vie.

Mais dans sa soif de profits, l'entreprise privée a décidé d'employer tous les moyens pour venir à bout du mouvement ouvrier organisé, sachant très bien que les unions sont la première arme de défense de ses employés. Incapable de répondre raisonnablement aux demandes du mouvement auvrier, elle a lancé contre les unions une infâme campagne de calomnie. Elle a mobilisé tous les moyens de propagande dont elle dispose, comme elle a également réussi à enrôler dans ses forces certains Judas de la classe ouvrière.

Elle a réclamé l'intervention de l'Etat, et l'Etat est intervenu. Elle a eu le concours de la machine judiciaire et de la force policière dans une mesure qui nous prouve comme deux et deux font quatre que la classe ouvrière n'a rien à attendre des gouvernements actuels, au service exclusif du capitalisme, et qu'elle doit s'orienter vers la formation d'un parti politique ouvrier.

Il est clair que des secteurs importants de l'entreprise privée au Canada veulent un Etat fort, c'est-à-dire un Etat fasciste. Nous en avons toutes les indications dans les tactiques qui ont été employées dans les conflits industriels récents. Comme préparation à cet Etat, on essaie comme l'ont fait des bandits notoires en Allemagne, en Italie et en Espagne, de soulever la classe moyenne contre le mouvement ouvrier, on veut établir une législation qui réduirait la liberté d'action du mouvement ouvrier.

Malgré ces tentatives, le mouvement ouvrier a su résister. Il a su vaincre. La campagne conduite par le Congrès l'an dernier a été un succès remarquable, défense concrète du niveau vie des masses ouvrières de pays. Le mouvement ouvrier a su réaliser un minimum d'unité et c'est ainsi qu'il faut souligner le mouvement d'unité qui, dans cette province, a retardé la mise en vigueur des lois anti-ouvrières préparées par le gouvernement Duplesis.

La situation est telle, cependant, qu'il est plus nécessaire que jamais de réaliser, au delà des différentes étiquettes syndicales, l'unité d'action de la classe ouvrière. Un mouvement ouvrier puissant et unifié est le premier rempart contre le danger du fascisme.

Aux attaques renouvelées des employeurs, aux attaques des gouvernements, nous devons répondre en brandissant les mots d'ordre de l'action politique ouvrière et de l'unité ouvrière.

Jean-Marie BEDARD,
directeur régional
Congrès Canadien du Travail.

Le peuple de Montréal en a assez!

UNISSONS-NOUS POUR PROTESTER CONTRE L'AUGMENTATION DES TRAMWAYS!

- Le coût de la vie est plus élevé à Montréal que partout ailleurs au Canada.
- L'augmentation des billets est une nouvelle attaque contre votre niveau de vie.
- On veut vous faire payer les frais d'une mauvaise administration qui a été dénoncée par le Tribunal d'Arbitrage Provincial.
- Savez-vous que c'est pour garantir un profit énorme de 18½ pour cent que le Tribunal vous impose cette nouvelle charge.

NE MANQUEZ PAS DE VENIR A
L'ASSEMBLEE DE PROTESTATION QUI AURA LIEU

A L'Assistance Publique

460 est, Lagauchetière (coin de Berri)

Mercredi soir, le 28 Sept., à 8 heures

Parmi les orateurs:

J.-M. BEDARD

S. BLACKSHAW

A. SEGUIN

L'assemblée est sous les auspices de la Ligue d'Education Ouvrière de Montréal.

(ENGLISH ON OTHER SIDE)

The people of Montreal have had enough!

Unite to resist the increase in tramway fares

- The cost of living in Montreal is higher than anywhere else in Canada.
- The 33 per cent increase in tramway fares is another attack on your standard of living.
- You are being asked to pay the cost of the maladministration of the Montreal Tramways which was denounced even by the Provincial Arbitration Board.
- Do you know that tramway fares are to be raised in order to guarantee an enormous profit of 18½ per cent?

TURN OUT TO A SPECIAL PROTEST MEETING

At

L'Assistance Publique Hall

460 Lagauchetière East (corner of Berri)

Wednesday, Sept. 28th, at 8 p.m.

Among the speakers:

J.-M. BEDARD

S. BLACKSHAW

A. SEGUIN

The meeting is held under the auspices of theMontreal Workers Educational League.

(Français au verso)

Saturday Nov. 8/47

The Gazette MONTRE

Affairs of State

Arthur Blakely

Shades of Crimson


Arthur Blakely

• According to R.C.M.P. sources, Canadian political parties of the extreme—and we do mean extreme—left, are more numerous than is generally known. So numerous, in fact, that it is becoming a tough job to keep them sorted out in the proper files. Most of them claim to have pitched their political tents much farther to the left than Mr. Stalin is prepared to go. And they make it plain that they are by no means kindly disposed towards that gentleman.

Most of them report to their followings that they are so far to the left that from where they sit, the Moscow brigade appears to be extreme fascist, sitting in dangerous proximity to the capitalist parties which are, of course, clean out of sight.

These various groups wage a zealous warfare against all other parties and pass the rest of the time squabbling among themselves.

At a quick glance, they appear to agree only on the following points: that the Communists are not really communists at all; that the U.N. is a snare and a delusion; that Stalin is dealing treacherously with the workers by trying to reach an understanding with capitalist states (western U.N. delegates please note); that the C.C.F. party is made up of a bunch of totalitarian-minded namby-pambies; that Britain's Labor Government is an altogether nasty bit of business; that Canadian trade unionism is a farce; that there is unrest in Russia and that we are on the eve of revolution everywhere.

Oh yes, and one more thing: that —— Party (fill in the name to suit yourself) is the only organization capable of bringing order out of the chaos which must ensue.

❖ ❖ ❖

L'Enfant Terrible

• Totally ignored by the jealously malicious capitalist press, the Revolutionary Workers Party of Canada is currently celebrating its first birthday. A birthday issue of its official organ, Labor Challenge, says that the first year has been devoted to boring—beg pardon—"laying firm foundations for the building of the Canadian section of the Fourth International, world party of the socialist revolution."

The Fourth is the latest in a long line of internationals. Marx founded the first in 1864; the second saw daylight in 1889 and the Third (or Communist) International branched off in 1921. It was this last that was disbanded by Stalin during the war to ease the troubled minds of western statesmen. International No. 4 was set up by Trotsky and his followers to demonstrate their conviction that all that had happened to Communism since Lenin — and Trotsky, perhaps? — was a crying shame.

There is some dispute about the age of No. 4. A political manual invariably accurate in the past, gives the founding date as 1936. Labor Challenge, however, claims the year was 1938. But obviously Labor Challenge is in a better position to know than any mere manual.

The R.W.P. is frankly Trotskyist. It clings to the hammer and sickle insignia and the workers-of-the-world-unite battle-cry despite the usage of both by the Comm—oops, beg pardon, Comrades—Stalinists. R.W.P. hatred of the Stalinists, impressive on the surface, seems to stem from nothing quite so much as the monopoly gained by the latter regarding the Communist title via popular usage.

The R.W.P. makes a half-hearted effort to deprive the Stalinists of their appropriated title but, quite evidently, with a prescience of failure. They refer to "Stalinists," but are obliged, grudgingly, to place the word "Communists" after it in brackets to make the reference plain.

❖ ❖ ❖

Platform Planks

• R.W.P.'ers appear to have nothing but contempt for constitutional methods or for provincial and federal courts which are, they say, "in the hands of capitalist stooges."

Sample extracts from the latest issue of the organ of the Revolutionary Workers Party of Canada follow:

"The voices of the workers seldom broke through the pious phrase-mongering and clap-trap of the labor bureaucrats" (at the annual T.L.C. convention).

"The Bolshevik-Leninists (Fourth International), however, made

→ p. 2

← p 1

it clear that Parliament is only a talking shop . . ."

"But as a means of blocking Wall Street's plans of world conquest, Stalin's 'Information Bureau' is about as effective as a firecracker thrown in front of a tank. It is highly doubtful that it will even scare the imperialist butchers.

"And later when the class struggle reaches the boiling point, you're going to step up front and tell dozens—maybe hundreds of thousands—of other working people how to turn the shapeless, boiling mass of revolutionary iron into the high quality steel of a workers' government."

"All you biased revolutionaries and agitators, here's a lesson in impartiality and square dealing that should make you blush red!"

"Get elected, protect the 'fair return' of the trusts, throw a sop to the people, draw a comfortable salary, enjoy the illusion of power and being taken seriously by the 'big people'—that's the goal of the C.C.F. officialdom."

"Take the war-making powers away from Parliament! Let the people vote on the question of war or peace!"

The U.N. is "a warmed over version of the League of Nations, termed by Lenin as 'a thieves' kitchen'."

Among other objectives, the Revolutionary Workers list a six-hour day and 30-hour week, unemployment insurance at rates equal to normal union pay; abolition of all restrictions on strikes; no tax on incomes under $3,000; "full democratic rights" in the armed forces with "no officer caste" but with pay at union rates.

The R.W.P. has other aims, not quite perhaps, as clearly stated.

❖ ❖ ❖

On the Trail of the Serpent

• One of the more interesting items in the birthday issue of Labor Challenge was in the form of a letter from a Communist Comrade—strictly Fourth International of course—smuggled out of a Greek "Fascist" concentration camp. Just how this unnamed Trotskyist came to be penned up with prisoners who seem to be notable for their devotion to Stalinism, is not explained. There must be a reason.

He reports of the Youra camp that: "Up to recently the only inhabitants of the island were two or three goat shepherds, and

(Continued on Page 14) (over)

. . . Affairs of State

(Continued from Page 13

thousands of rattlesnakes of every species, which have from the first day been an additional plague . . ."

We pass over Comrade X's apparent inability to separate the sheep from the goats and his use of that word "additional" in such a way as to leave the impression that these "two or three goat shepherds" were themselves a plague to be endured.

Of much more interest, particularly to science, is his reference to rattlers making themselves at home some thousands of miles from their natural habitat. It is scarcely strange, however, that the anonymous Trotskyist, no ophiologist, discusses them only as a menace to the unnerved prison community.

We don't think we'll join the Revolutionary Workers on their commuters' local to Utopia. But we are waiting eagerly for the next issue of the Challenge in the hope that by that time Comrade X will have smuggled out of Youri more particulars about the snakes.

SHARP INTELLECTS NEEDED FOR PEACE

Post-war Realities Contrasted With Pre-war Theories by John Bassett

Quebec, Nov. 7.—(P)—Never has Canada or the world been "so badly in need of developed brains," John Bassett, president and managing director of The Gazette Printing Co., Montreal, told Quebec high school graduates at their commencement exercises tonight.

"By terrible blows of world

McGILL—from 13

but their final value will be greatly in excess of that figure.

The university has urgent need of new physical equipment to the value of perhaps $40,000,000. It is not likely to acquire that amount within this generation but the Board of Governors does have plans for substantial additions, including new student residences and a $1,000,000 addition to Redpath Library as soon as building costs become relatively stable.

"A firm tender at a reasonable figure" is almost impossible to get under present-day building conditions and until these conditions change a great deal of projected construction will remain in the blue-print stage.

With McGill's ...

fermiers canadiens d'un important marché.

ne présente pas de problème! marché mondial.

Déclaration du Comité Provincial du Parti Ouvrier-Progressiste

Combat Dec 20/47 Montreal

MONTREAL, (C).— Le Comité Provincial du Parti Ouvrier-Progressiste nous communique la déclaration suivante:

1) Le Parti a pris connaissance du fait qu'Henri Gagnon organise présentement, avec d'autres éléments hostiles au Parti, dont quelques-uns ont été expulsés, un groupe d'opposition au Parti. Il agi ainsi après avoir été suspendu du Parti parce qu'il avait utilisé l'aide de la presse capitaliste pour ses activités factionnelles contre le Parti.

2) Dans un entretien avec le leader national du Parti, le camarade Tim Buck, Gagnon a refusé de dissoudre son groupe d'opposition au Parti.

3) La preuve existe que plusieurs de ce groupe entretiennent depuis quelque temps des relations avec les trotskistes, et que la littérature trotskiste est distribuée et discutée dans leurs réunions de groupe.

4) Henri Gagnon suit le chemin de tous les traîtres à la classe ouvrière. Après avoir organisé et dirigé une faction contre la politique du Parti et contre la direction du Parti, faction qui a été répudiée et condamnée par le congrès provincial du Parti, aujourd'hui il organise ouvertement un groupe dont le seul but est d'attaquer le mouvement ouvrier, d'opposer la lutte pour l'unité ouvrière, et de conduire une bataille contre l'internationalisme prolétarien du Parti de la classe ouvrière. Le groupe comprend des éléments opportunistes et politiquement démoralisés tels que Emery Samuel et Evariste Dubé. Gagnon, Samuel et Dubé se trouvent donc dans le camp des Fournier, des Sullivan, des Trotskistes et autres agents de la bourgeoisie.

5) En dépit de nombreux avertissements que lui a donnés le Parti, comme quoi ses activités factionnelles le conduiraient inévitablement au service de la réaction, Gagnon a délibérément et consciemment choisi le chemin qu'il poursuit. Par conséquent, le Comité Provincial déclare qu'il n'a pas d'autre choix que d'expulser Henri Gagnon du Parti, le Comité Provincial fait appel aux membres du Parti de combattre Gagnon, Samuel, Dubé et leurs semblables comme des ennemis de la classe ouvrière. Le Comité Provincial fait appel à tous les ouvriers conscients d'être en garde contre ces traîtres et leurs efforts criminels pour diviser et affaiblir le mouvement ouvrier.

Les agents bri[...] les éme[...]

Le sang ne vaut pas cher [...] maintenir sa domination sur un [...] et les Juifs en Palestine est la [...] tannique pour bloquer la réalisa[...] Générale des Nations Unies.

Le projet visant l'établisse[...] d'un état juif et d'un état a[...] Palestine, projet qui con[...] té du pays en ce qui [...] développement é[...] douanes et la [...] mandat accor[...] gne par l'[...] tions, et [...] tine vé[...]

Conférence des

COMMUNISTS SEEK MAY DAY PARADE PERMIT

Police Held Unlikely To Give Permission

By ED BANTEY

Oscar Roy, Quebec's top communist organizer, announced today that Montreal Reds have requested municipal permission to hold a May Day parade here—for the first time in 15 years. Roy, in a letter to Mayor Camillien Houde, said Montreal's May Day committee felt it was only "a democratic right" that the parade permit be issued by police. As secretary of the committee, Roy told The Herald that "if permission is refused" — a possibility which most people believe is very strong — "we shall demonstrate in any case."

The May Day committee — a communist group with reported support of some unions — has already mapped out parade plans. It would begin at 2.30 p.m. at Phillips Square, march along St. Catherine st. w. as far as St. Lawrence blvd., turning south to Craig st. e. as far as Viger Square.

At Viger Square, Roy said, a mass gathering is planned with speeches by himself and unidentified "trade union representatives."

It would be the first time in 15 years local Reds have held public celebrations May 1, if city permission were granted.

HELD MEETINGS

When May Day celebrations were banned locally, Reds held meetings throughout the city on Europe's Labor Day. Last year, they planned a huge rally at Carpenter's Hall, but police apparently stepped in and told building owners it would be advisable to cancel the arrangement. They did.

Said Roy today: "They locked us out but took our $60 for rental."

In the meantime it was announced that Ross Dowson, national secretary of the Revolutionary Workers Party, Canadian section of the Fourth International (Trotskyist) would be main speaker at a May Day meeting scheduled for Friday at 8.15 p.m. at Cafe St. Jacques, St. Denis and St. Catherine sts.

"Aside from the traditional purpose of preserving international solidarity and paying tribute to Labor's martyrs, this May Day meeting will be a rally against the growing forces of reaction," said

Un ralliement révolutionnaire au St-Jacques

Ross Dowson, le secrétaire national du Parti Ouvrier Révolutionnaire, section canadienne de la Quatrième Internationale (Trotskyste), sera le principal orateur à une assemblée qui sera tenue à Montréal, sous les auspices de la Ligue d'Education Ouvrière afin de célébrer la journée du 1er mai, a-t-on annoncé aujourd'hui.

L'assemblée aura lieu vendredi soir, le 30 avril, à 8 heures et 15, au Café Saint-Jacques, coin Saint-Denis et Sainte-Catherine.

"En plus d'avoir comme but le maintien de la solidarité internationale de la classe ouvrière et de rendre hommage aux martyrs de la classe ouvrière, cette assemblée sera un ralliement contre les agissements des forces réactionnaires", déclare la Ligue d'Education Ouvrière dans son communiqué.

Le Canada

24 avril 1948

Ce que nous dit le lecteur...

LE CANADA April 30-48

Assemblée décommandée

Montréal, 27 avril 1948.

Monsieur le directeur,

Dans votre édition du 24 avril courant, vous reproduisiez un communiqué que je vous avait fait parvenir et qui annonçait qu'une assemblée serait tenue sous les auspices de la Ligue d'Education Ouvrière le 30 avril à 8 h. 15, au Café St-Jacques, afin de célébrer la journée du 1er mai, fête internationale des travailleurs du monde entier. Le communiqué annonçait, de plus, que M. Ross Dowson, le secrétaire national du Parti Ouvrier Révolutionnaire, section canadienne de la Quatrième Internationale (trotskyste), serait le principal orateur à cette assemblée.

Nous avions pris toutes les dispositions voulues en vue de ce meeting et ce n'est qu'après avoir remis un dépôt à la direction du Café St-Jacques que nous avons fait parvenir un communiqué à la presse de Montréal.

Hier soir, le 26 avril, la direction du Café Saint-Jacques nous a fait savoir que, malgré les arrangements très précis qui avaient été conclus, il nous sera impossible d'utiliser la salle du Café Saint-Jacques le 30 avril.

Vu qu'il ne nous reste que très peu de temps d'ici au 30 avril, qu'il nous est impossible de conclure des arrangements adéquats pour la tenue d'une telle assemblée, nous avons décidé de ne pas tenir l'assemblée. Nous espérons, cependant, que dans un avenir rapproché la Ligue d'Education Ouvrière pourra tenir des réunions où elle donnera l'occasion de s'exprimer à des personnes qui ont quelque chose à dire.

Comme votre journal a déjà annoncé la tenue de notre meeting, nous vous saurions gré de reproduire la présente lettre.

Bien à vous,

M. Johnson,
Publiciste,
Ligue d'Education Ouvrière,
Case postale 1482,
Montréal, P.Q.

N.D.L.R. — Cette tribune étant ouverte à tout le monde, nous invitons le public à s'en prévaloir. Nous nous réservons cependant les droits qui sont de mise en journalisme sur les lettres qu'on nous envoie et dont le signataire doit se rendre entièrement responsable.

Montréal, le 30 juillet 1953.

AUX MEMBRES DU CCF dans Maisonneuve-Rosemont

Cher Membre,

Nous n'avons pas besoin de vous démontrer à vous, membre du Parti CCF, l'importance de la présente élection. Pour un socialiste, une élection est toujours un événement important, car une élection favorise le travail politique.

Evidemment, notre objectif immédiat est de faire élire le plus de candidats possible. Toutefois, nous devons considérer la période électorale comme une excellente occasion d'entrer en contact avec de nouveaux éléments, de recruter des membres, en un mot, de bâtir le Parti du Socialisme.

Malgré l'indifférence qui semble caractériser l'électorat canadien en ce moment, cela ne diminue en rien cette vérité, fondée sur le développement historique, que la venue du socialisme est le prochain stage dans l'histoire de l'humanité. Le rôle du capitalisme est historiquement terminé, en ce sens qu'il ne peut plus être un facteur de progrès. Le capitalisme est à l'agonie et il ne survivra certainement pas à la crise qu'il a engendrée et qui est sur le point d'éclater. Est-il nécessaire de répéter, comme l'a dit notre chef, M. J. Coldwell, que nous sommes entrés dans une période de conflit social permanent? Le capitalisme est aux prises avec des problèmes qu'il ne peut résoudre--- la crise du marché mondial par exemple. Sa seule solution, ce sont les préparatifs de guerre, et, finalement, la guerre. Cette solution, la classe ouvrière du Canada et du monde ne l'acceptera pas.

Dans votre comté de Maisonneuve-Rosemont, le candidat du CCF est M. René Rocque, un leader syndical qui a incarné la résistance des masses de cette province à l'exploitation exercée par les forces réactionnaires du capitalisme et qui les a dirigées dans des conflits héroiques. L'adhésion de René Rocque au Parti CCF est un événement --- comme d'ailleurs l'adhésion de toute une équipe de militants appartenant aux Syndicats Nationaux. C'est une preuve que le Parti CCF apporte une solution.

Comme membre du Parti CCF, vous pouvez mieux que quiconque apprécier à sa juste valeur un tel développement dans la vie de notre grand parti. Ce développement ouvre à notre parti une perspective d'expansion. Il marque un stage important de l'intégration du CCF dans les masses ouvrières du Canada Français. Le CCF va devenir, dans Québec, un parti qui non seulement réflète la pensée socialiste en général, mais un parti qui est l'expression même des aspirations les plus concrètes du peuple de cette province.

Aucun travailleur conscient n'a le droit de se tenir à l'écart de cette campagne. Nous comptons sur la participation active de nos membres dans Maisonneuve-Rosemont. Il ne reste pas beaucoup de temps d'ici l'élection, c'est vrai. Mais si chacun décide de prendre au sérieux l'appui qu'il accorde au CCF et se jette dans la lutte sans hésitation, nous obtiendron beaucoup plus qu'un vote considérable: RENE ROCQUE SERA ELU DANS MAISONNEUVE-ROSEMONT! René Rocque n'a pas hésité, lui, à s'engager totalement dans la lutte contre les exploiteurs. On l'a privé de sa liberté, on l'a traité comme un criminel, on l'a soumis aux pires humiliations. Un socialiste n'est pas digne de ce nom qui oublie le traitement criminel que le capitalisme a infligé à René Rocque et au mouvement ouvrier.

Vous êtes incessamment prié de venir rencontrer votre candidat René Rocque, lundi soir, 3 août, à 8 heures, à son comité central, dans la salle du Dry Dock, 4937 est, Notre-Dame (coin Viau). Nous comptons donc sur votre présence. S'il vous était impossible d'y venir à cette date précise, il est entendu que vous y serez le bienvenu en aucun temps.

ENSEMBLE POUR LE TRIOMPHE DU SOCIALISME!

LE COMITE D'ORGANISATION DU PARTI CCF
DANS MAISONNEUVE-ROSEMONT
4937 est, Notre-Dame
CL. 7177

This is to give you an idea that we have a say in the campaign. Meeting a lot of people too. Have addressed all the important meetings. Poor attendance except for the meeting where I debated with the Postmaster General in open air at St. Johns. Will now write later tonight if I can. I'm leaving now to speak with Mrs. Casgrain in Ville St. Pierre.

Montreal, July 30th 1953.

TO ALL CCF MEMBERS IN MAISONNEUVE-ROSEMONT

(J-M Bédard - ed.)

Dear Member: -

We don't have to stress to you as a member of the CCF Party the importance of this election. For a socialist every election is important.

An election is the most favourable period for intensive political work. Our objective, of course, is to elect the greatest number possible of CCF candidates. However election periods provide a great opportunity to meet new elements, recruit members and build the Party of Socialism.

In spite of the indifference of the Canadian people in general at this moment, the truth remains that socialism is the next stage in the history of mankind. The historical role of capitalism is terminated in this sense that it cannot be a progressive factor any more. It is essentially reactionary and it will not stand the crisis it has itself generated and which will explode in the very near future. Is it necessary to repeat with our leader, Mr J. Coldwell that we are in a period of permanent conflict. Capitalism as an economic system cannot solve its problems --- namely that of the world market. War preparations and ultimately war itself is the only solution offered by capitalism. This solution, the workers of Canada and the world will not accept it.

In your own riding of Maisonneuve-Rosemont, the CCF candidate is René Rocque, a labor leader who has been in the forefront of the struggles against capitalist exploitation in this province, a man who led some of the most courageous fights. His joining the CCF is an event --- and the same must be said of the fact that many militant members of the National Syndicates have also joined the Party. It is a decisive proof that the CCF is the solution.

As a member of the CCF you can appraise such a development in the life of our great Party. It opens for our Party a perspective of great expansion in the coming years. It is an important phase of our integration in the working masses of French Canada. The CCF will become a party that not only reflects socialist thought in general, but a party that will be the very concrete expression of the deepest aspirations of the people of this province.

Not a single conscious trade unionist has a right to stay away from this campaign. We expect the participation of every and each CCF member in Maisonneuve-Rosemont. There is little time left, it is true. But if every one is serious about his membership in the CCF we will do better than to get a big vote: RENE ROCQUE WILL BE ELECTED!

A socialist, a member of the CCF, must forget the meaning of the word hesitation, once and for all. René Rocque did not hesitate when he threw himself body and soul in the struggle against the exploiters. He was deprived of his freedom, treated as a criminal and submitted to all kinds of humiliations by the political police of the capitalist class. A socialist is not worth the name if he disregards the crimes committed by the capitalist regime against René Rocque and the Labour Movement.

You are especially invited to meet René Rocque Monday evening, at 8.00 P.M., at his Central Committee Room, in the Dry Dock Hall, 4937 Notre-Dame St. East, corner of Viau St.

If you cannot make this meeting, come as soon as possible. The phone no. is Cl. 7177.

TOGETHER FOR THE VICTORY OF SOCIALISM IN MAISONNEUVE-ROSEMONT!

THE CCF ORGANIZATION IN
MAISONNEUVE-ROSEMONT
4937 Notre-Dame St. East,
CL: 7177